



**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE LAVÉRUNE n° 2024-44
Séance du 29 août 2024 à 18 heures 30**

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-neuf août à dix-huit heures trente, le conseil municipal de la commune de Laverune, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en mairie, sous la présidence de M. Roger Caizergues, maire.

Présents : MM Frédéric Aldon, Roger Caizergues, Sylvain Deyrat, Philippe Lenoir, Michel Perez, François Petit, Filipe Serra, Alexis Viala
Mmes Frédérique Berard, Elodie Joannot, Paloma Pervent, Fanny Suau, Brigitte Torrandell, Irène Vilaplana

Absents ayant donné procuration : M. Théo Briane pouvoir à M. François Petit, Mme Laurence Enjalbert pouvoir à Mme Elodie Joannot, M. Jean-René Oudinot pouvoir à M. Roger Caizergues, Mme Romane Palau pouvoir à Mme Brigitte Torrandell, M. Joel Salgues pouvoir à M. Michel Pérez

Absents excusés : M. Sylvain Castellon, Mme Souhila Gouard

Absents : Mme Nathalie Balsan, M. Didier Huber

Secrétaire de séance : Mme Frédérique Bérard

Nombre de membres en exercice : 23

Présents : 14

Procurations : 5

Absents : 2

Votants : 19

Date de convocation et affichage

23 août 2024, affichage le 26 août 2024

Objet : Incorporation de plein droit de bien vacant et sans maître, compte Falguereyttes Juliette Marie Pauline épouse SAU

M. le maire donne la parole à M. Lenoir, adjoint, délégué à l'urbanisme et aux travaux, qui présente l'affaire en objet.

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L2241-1,

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques, et notamment les articles L1123-1 1° et L1123-2,

Vu le Code civil, et notamment les articles 713 et 1369,

Monsieur Lenoir informe le conseil municipal de la réglementation applicable aux biens vacants et sans maître et notamment leurs modalités d'attribution à la commune.

Il expose que d'après la matrice cadastrale, la parcelle ci-dessous :

Références cadastrales	Lieu-dit	Superficie (en m ²)	Nature cadastrale
BN 8	Rue des Aires	20	Sol

Appartiendrait à Madame Falgueyrettes Juliette Marie Pauline épouse Sau, née le 15 mai 1900 à Saint-Georges-D'orques (34).

Considérant qu'après recherches auprès du Service de la Publicité Foncière Montpellier 2, Madame Falgueyrettes Juliette Marie Pauline, veuve SAU, est seule titulaire de droits réels immobiliers.

Considérant qu'après recherches auprès de l'état-civil, il a pu être mis en évidence une naissance de Madame Falgueyrettes Juliette Marie Pauline au 15 mai 1900 à Saint-Georges-D'orques (34) ainsi qu'un décès survenu le 26 avril 1994 à LAVÉRUNE (34), soit depuis plus de trente ans.

Considérant que la Commune n'a pas eu connaissance qu'un éventuel successible ait pris la qualité d'héritier de Madame Falgueyrettes Juliette Marie Pauline, veuve Sau.

Ce bien immobilier revient de plein droit à la commune de LAVERUNE (34), à titre gratuit. Monsieur le Maire rappelle que la procédure d'acquisition par une commune d'un bien présumé sans maître n'interdit pas au véritable propriétaire de revendiquer la propriété de son immeuble afin d'en obtenir sa restitution.

Néanmoins, la restitution sera subordonnée au paiement par le propriétaire (ou ses ayants-droits) du montant des charges qu'ils ont éludées, ainsi que du montant des dépenses nécessaires à la conservation du bien engagées par la commune.

Par exception, l'ancien propriétaire ne pourra plus exiger la restitution de son bien si celui-ci a été vendu ou bien aménagé, notamment à des fins d'intérêt général. Il bénéficiera alors d'une indemnité égale à la valeur de l'immeuble.

Entendu l'exposé de M. Philippe Lenoir, après discussion et sur proposition de M. le maire, le conseil municipal à l'unanimité :

- Exerce ses droits en application des dispositions de l'article 713 du Code civil.
- Autorise Monsieur le maire à signer tout acte relatif à l'incorporation de ce bien vacant et sans maître.

Ainsi fait et délibéré, Lavérune le 29 août 2024.

Roger Caizergues
Maire



Frédérique Bérard
Secrétaire de séance

Le Maire, certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter sa publication et de sa transmission aux services de l'État. Le tribunal administratif peut-être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr nomenclature : 7.10.2